MANIFESTE CONVIVIALISTE

Un autre monde est non seulement possible, il est absolument nécessaire. Et urgent. Mais comment dessiner ses contours et le penser ? Le manifeste convivialiste se propose d'expliciter ce que partagent toutes les initiatives qui sont déjà en train de le bâtir et leur philosophie politique implicite commune.

Claude Alphandéry, Geneviève Ancel, Ana Maria Araujo (Uruguay), Claudine Attias-Donfut, Geneviève Azam, Akram Belkaïd (Algérie), Fabienne Brugère, Alain Caillé, Barbara Cassin, Philippe Chanial, Hervé Chaygneaud-Dupuy, Eve Chiapello, Denis Clerc, Ana M. Correa (Argentine), Thomas Coutrot, Jean-Pierre Dupuy, François Flahault, Francesco Fistetti (Italie), Anne-Marie Fixot, Jean-Baptiste de Foucauld, Christophe Fourel, François Fourquet, Philippe Frémeaux, Jean Gadrey, Vincent de Gaulejac, François Gauthier (Suisse), Sylvie Gendreau (Canada), Susan George (États-Unis), Christiane Girard (Brésil), François Gollain (Royaume-Uni), Roland Gori, Jean-Claude Guillebaud, Paulo Henrique Martins (Brésil), Dick Howard (États-Unis), Marc Humbert, Éva Illouz (Israël), Ahmet Insel (Turquie), Geneviève Jacques, Florence Jany-Catrice, Zhe Ji (Chine), Hervé Kempf, Elena Lasida, Serge Latouche, Jean-Louis Laville, Camille Laurens, Jacques Lecomte, Didier Livio, Gus Massiah, Dominique Méda, Margie Mendell (Canada), Pierre-Olivier Monteil, Jacqueline Morand, Edgar Morin, Chantal Mouffe (Royaume-Uni), Yann Moulier-Boutang, Osamu Nishitani (Japon), Alfredo Pena-Vega, Bernard Perret, Elena Pulcini (Italie), Ilana Silber (Israël), Roger Sue, Elvia Taracena (Mexique), Frédéric Vandenberghe (Brésil), Patrick Viveret.

5,00 € TTC
ISBN 978-2-35687-251-7

DÉCLARATION D'INTERDÉPENDANCE

MANIFESTE CONVIVIALISTE

LE BORD DE L'EAU

MANIFESTE CONVIVIALISTE

Déclaration d'interdépendance

Un autre monde est non seulement possible, il est absolument nécessaire. Et urgent. Mais selon quels principes et quels contours l'organiser ? Ce ne sont pas les propositions et les solutions qui manquent - techniques, économiques, écologiques etc. –, mais l'explicitation de la philosophie politique

LE BORD DE L'EAU

Collection « Documents »

© LE BORD DE L'EAU 2013
www.editionsbdl.com
33310 Lormont

ISBN : 978-2-35687-2517

MANIFESTE CONVIVIALISTE

Déclaration d'interdépendance

LE BORD DE L'EAU

Claude Alphandéry, Geneviève Ancel, Ana Maria Araujo (Uruguay), Claudine Attias-Donfut, Geneviève Azam, Akram Belkaïd (Algérie), Yann-Moulier-Boutang, Fabienne Brugère, Alain Caillé, Barbara Cassin, Philippe Chanial, Hervé Chaygneaud-Dupuy, Eve Chiappello, Denis Clerc, Ana M. Correa (Argentine), Thomas Coutrot, Jean-Pierre Dupuy, François Flahault, Francesco Fistetti (Italie), Anne-Marie Fixot, Jean-Baptiste de Foucauld, Christophe Fourel, François Fourquet, Philippe Frémeaux, Jean Gadrey, Vincent de Gaulejac, François Gauthier (Suisse), Sylvie Gendreau (Canada), Susan George (États-Unis), Christiane Girard (Brésil), François Gollain (Royaume-Uni), Roland Gori, Jean-Claude Guillebaud, Paulo Henrique Martins (Brésil), Dick Howard (États-Unis), Marc Humbert, Éva Illouz (Israël), Ahmet Insel (Turquie), Geneviève Jacques, Florence Jany-Catrice, Hervé Kempf, Elena Lasida, Serge Latouche, Jean-Louis Laville, Camille Laurens, Jacques Lecomte, Didier Livio, Gus Massiah, Dominique Méda, Margie Mendell (Canada), Pierre-Olivier Monteil, Jacqueline Morand, Edgar Morin, Chantal Mouffe (Royaume-Uni), Osamu Nishitani (Japon), Alfredo Pena-Vega, Bernard Perret, Elena Pulcini (Italie), Ilana Silber (Israël), Roger Sue, Elvia Taracena (Mexique), Frédéric Vandenberghe (Brésil), Patrick Viveret, Zhe Ji (Chine).

Ce petit livre est l'aboutissement, tout provisoire, d'une série de discussions menées depuis un an et demi au sein d'un groupe d'une quarantaine d'auteurs francophones, représentatifs des nombreux courants de pensée et d'action qui tentent de dessiner les contours d'un autre monde possible. Suite à la rédaction par Alain Caillé d'une première esquisse et à l'entrée dans le groupe, à cette occasion, d'une vingtaine de nouveaux participants, de nombreuses modifications successives ont permis d'arriver à un vaste accord sur le texte qu'on va lire. Aucun des signataires n'est évidemment d'accord avec tout, mais tous s'accordent à penser qu'il valait la peine de formuler ce qu'il est tentant de considérer comme une approximation du plus grand dénominateur commun des pensées alternatives.

Le premier mérite du manifeste convivialiste est en effet, croyons-nous, d'attester que ces auteurs, par ailleurs souvent opposés sur nombre de points, ont su mettre en avant leurs convergences plutôt que leurs divergences, et d'indiquer sur quel terrain et sur quelles positions ces convergences peuvent se déployer et s'approfondir.

À en juger par les multiples marques de soutien déjà reçues et par les nombreuses propositions de traduction déjà formulées avant même la parution de la version originale, il est permis de penser que ce manifeste répond à un véritable besoin : celui, au minimum, de faire nombre et de gagner ainsi en puissance pour s'opposer efficacement aux dérèglements du monde.

Les idées exprimées dans ce manifeste ne sont la propriété de personne. Leur destin sera celui que lui réserveront les lecteurs, qu'ils désirent les enrichir ou les contester. Dans l'immédiat, ceux d'entre eux qui désirent témoigner de leur adhésion à l'essentiel de ce manifeste et être tenus au courant des suites qu'il pourrait avoir, peuvent le faire en s'inscrivant sur le site : contact@lesconvivialistes.fr

Jamais l'humanité n'a disposé d'autant de ressources matérielles et de compétences techniques et scientifiques. Prise dans sa globalité, elle est riche et puissante comme personne dans les siècles passés n'aurait pu l'imaginer. Rien ne prouve qu'elle en soit plus heureuse. Mais nul ne désire revenir en arrière, car chacun sent bien que de plus en plus de potentialités nouvelles d'accomplissement personnel et collectif s'ouvrent chaque jour.

Pourtant, à l'inverse, personne non plus ne peut croire que cette accumulation de puissance puisse se poursuivre indéfiniment, telle quelle, dans une logique de progrès technique inchangée, sans se retourner contre elle-même et sans menacer la survie physique et morale de l'humanité. Chaque jour les signes annonciateurs d'une catastrophe possible se font plus précis et inquiétants. Le doute ne porte que sur le point de savoir ce qui est le plus immédiatement menaçant et sur les urgences prioritaires. Menaces et urgences qu'il est indispensable d'avoir constamment présentes à l'esprit si nous voulons, nous donner une vraie chance de voir se réaliser les promesses du présent.

Les menaces présentes

- Le réchauffement climatique, les désastres et les gigantesques migrations qu'il va entraîner.
- La fragilisation parfois irréversible des écosystèmes et la pollution qui rend l'air de nombre de grandes villes de plus en plus irrespirable, comme à Pékin ou à Mexico.
- Le risque d'une catastrophe nucléaire de bien plus grande ampleur encore que Tchernobyl ou Fukushima.
- La raréfaction des ressources énergétiques (pétrole, gaz), minérales ou alimentaires qui avaient permis la croissance, et la guerre pour l'accès à ces ressources.
- Le maintien, l'apparition, le développement ou le retour du chômage, de l'exclusion ou de la misère, un peu partout dans le monde, et particulièrement dans la vieille Europe dont la prospérité semblait assurée.
- Des écarts de richesse devenus partout démesurés entre les plus pauvres et les plus fortunés. Ils alimentent une lutte de tous contre tous dans une logique d'avidité généralisée, et contribuent à la formation d'oligarchies qui s'affranchissent, sauf en paroles, du respect des normes démocratiques.
- L'éclatement des ensembles politiques hérités, ou l'impuissance à en former de nouveaux, qui entraînent la multiplication des guerres civiles, tribales ou intereth-niques.
- La perspective du retour possible des grandes guerres interétatiques, qui seraient à coup sûr encore infiniment plus meurtrières que les précédentes.
- Le développement planétaire d'un terrorisme aveugle, violence du faible au fort.

- L'insécurité croissante, sociale, écologique, civique à laquelle répondent les outrances des idéologies sécuritaires.

- La prolifération de réseaux criminels occultes et de mafias de plus en plus violentes.

- Leurs liens diffus et inquiétants avec les paradis fiscaux et la haute finance rentière et spéculative.

- Le poids croissant des exigences de cette haute finance rentière et spéculative sur toutes les décisions politiques.

Etc.

Les promesses du présent

Et pourtant, à l'inverse, si toutes ces menaces étaient conjurées, que de potentialités et de perspectives d'épanouissement individuel et collectif notre monde recèle !

- Le triomphe mondial du principe démocratique sera infiniment plus long et complexe que certains avaient pu le penser après la chute du Mur de Berlin en 1989, ne serait-ce que parce qu'il a été dévoyé par son frayage avec un capitalisme rentier et spéculatif qui l'a largement vidé de son contenu et de sa séduction. Mais c'est pourtant toujours au nom de la démocratie que partout dans le monde on se soulève, comme l'attestent, par exemple, les révolutions arabes, aussi inaccomplies et ambiguës soient-elles.

- Il devient donc réellement envisageable d'en finir avec tous les pouvoirs dictatoriaux ou corrompus, notamment grâce à la multiplication des expériences démocratiques de base et à la circulation démultipliée de l'information.

- La sortie de l'ère coloniale et, le déclin de l'occidentalocentrisme ouvrent la voie à un véritable dialogue des

civilisations qui, en retour, rend possible l'avènement d'un nouvel universalisme. Un universalisme à plusieurs voix, un pluriversalisme.

Cet universalisme pluriel se construit à partir de la reconnaissance d'une égalité des droits et d'une parité enfin trouvées entre hommes et femmes.

- Il est à la fois l'expression et la résultante de nouvelles formes de participation et d'expertise citoyennes informées par une conscience écologique désormais globale. Elles introduisent dans le débat public la question même du « bien vivre », du « développement » ou de la « croissance

- Les technologies de l'information et de la communication multiplient les possibilités de création et d'accomplissement personnel, que ce soit dans le domaine de l'art ou du savoir, de l'éducation, de la santé, de la participation aux affaires de la cité, du sport, ou des relations humaines à travers le monde.

- L'exemple de wikipedia ou de Linux montre l'étendue de ce qu'il est possible d'accomplir en matière d'invention et de mutualisation des pratiques et des savoirs.

- La généralisation de modes de production et d'échange décentralisés et autonomes rend possible la « transition écologique », notamment dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, où l'engagement des femmes joue un rôle déterminant.

- L'éradication de la faim et de la misère constitue un objectif désormais accessible, sous condition d'une répartition plus juste des ressources matérielles existantes et dans le cadre de la formation de nouvelles alliances entre les acteurs du Nord et du Sud.

Etc.

Chapitre I

Le défi central

Aucune des promesses du présent ne pourra pleinement advenir si nous ne savons pas faire face aux menaces de tous genres qui nous assaillent. Les premières de ces menaces sont d'ordre principalement matériel, technique, écologique et économique. On pourrait les qualifier de menaces *entropiques*. Malgré les énormes problèmes qu'elles soulèvent, on pourrait peut-être, en principe, y apporter des réponses du même ordre. Ce qui empêche de le faire, c'est d'abord le fait que nombre d'entre elles ne sont pas encore immédiatement manifestes pour tous et qu'il est difficile de se mobiliser contre des risques partiellement indéfinis et à échéance incertaine. Une telle mobilisation n'est concevable que dans les termes d'une éthique du futur. Mais, plus profondément encore, ce qui nous paralyse c'est le fait que nous sommes beaucoup plus impuissants à ne serait-ce qu'imaginer des réponses au second type de menaces. Aux menaces d'ordre moral et politique. À ces menaces qu'on pourrait qualifier d'*anthropiques*.

La mère de toutes les menaces

Il nous faut donc désormais nous mettre en position d'affronter une conclusion aussi évidente que dramatique.

L'humanité a su accomplir des progrès techniques et scientifiques foudroyants, mais elle est restée toujours aussi impuissante à résoudre son problème essentiel : comment gérer la rivalité et la violence entre les êtres humains ? Comment les inciter à coopérer pour se développer et donner chacun le meilleur d'eux-mêmes tout en leur permettant de s'opposer sans se massacrer ? Comment faire obstacle à l'accumulation de la puissance, désormais illimitée et potentiellement autodestructrice, sur les hommes et sur la nature ? Si elle ne sait pas répondre rapidement à cette question, l'humanité disparaîtra. Et pourtant toutes les conditions matérielles sont réunies pour qu'elle prospère, à condition que l'on prenne définitivement conscience de leur finitude.

Les réponses existantes

Pour répondre à ce problème, nous disposons de multiples éléments de réponse : ceux qu'ont apportés au fil des siècles les religions, les morales, les doctrines politiques, la philosophie et les sciences humaines et sociales quand elles n'ont pas sombré dans un sectarisme, un moralisme et un idéalisme, tantôt impuissants tantôt meurtriers, ou, enfin, dans un scientisme stérile. Ce sont tous ces éléments, précieux, qu'il convient de rassembler et d'expliciter au plus vite, d'une manière qui soit aisément compréhensible et partageable par tous ceux à travers le monde – l'immense majorité – qui voient leurs espoirs

déçus, souffrent des évolutions en cours, ou les redoutent, et qui désirent contribuer, chacun à son échelle et selon ses moyens, au soin et à la sauvegarde du monde et de l'humanité.

Les initiatives qui vont dans ce sens sont innombrables, portées par des dizaines de milliers d'organisations ou d'associations, et par des dizaines ou des centaines de millions de personnes. Elles se présentent sous des noms, sous des formes ou à des échelles infiniment variées : la défense des droits de l'homme et de la femme, du citoyen, du travailleur, du chômeur, ou des enfants ; l'économie sociale et solidaire avec toutes ses composantes : les coopératives de production ou de consommation, le mutualisme, le commerce équitable, les monnaies parallèles ou complémentaires, les systèmes d'échange local, les multiples associations d'entraide ; l'économie de la contribution numérique (cf. Linux, Wikipedia etc.) ; la décroissance et le post-développement ; les mouvements *slow food*, *slow town*, *slow science* ; la revendication du *buen vivir*, l'affirmation des droits de la nature et l'éloge de la *pachamama* ; l'altermondialisme, l'écologie politique et la démocratie radicale, les *indignados, Occupy Wall Street* ; la recherche d'indicateurs de richesse alternatifs, les mouvements de la transformation personnelle, de la sobriété volontaire, de l'abondance frugale, du dialogue des civilisations, les théories du *care,* les nouvelles pensées des *communs,* etc.

Pour que ces initiatives si riches puissent contrecarrer avec suffisamment de puissance les dynamiques mortifères de notre temps et qu'elles ne soient pas cantonnées dans un rôle de simple contestation ou de palliation, il est décisif de regrouper leurs forces et leurs énergies, d'où

l'importance de souligner et de nommer ce qu'elles ont en commun.

Ce qu'elles ont en commun, c'est la recherche d'un *convivialisme* (adoptons ce terme puisque nous avons besoin d'identifier un fonds doctrinal minimal commun), d'un art de vivre ensemble (*con-vivere*) qui valorise la relation et la coopération, et qui permette de s'opposer sans se massacrer, en prenant soin des autres et de la Nature. En s'opposant, car il serait non seulement illusoire mais aussi néfaste de chercher à bâtir une société ignorant le conflit entre les groupes et entre les individus. Celui-ci existe nécessairement et naturellement dans toute société. Non seulement parce que partout et toujours les intérêts et les points de vue diffèrent, entre parents et enfants, aînés et cadets, hommes ou femmes, entre les plus riches et les plus pauvres, les plus puissants et les sans pouvoir, entre les chanceux et les malchanceux, etc. mais, plus généralement, parce que chaque être humain aspirant à se voir reconnu dans sa singularité, il en résulte une part de rivalité aussi puissante et primordiale que l'aspiration, également partagée, à la concorde et à la coopération.

La société saine est celle qui sait faire droit au désir de reconnaissance de tous, et à la part de rivalité, d'aspiration au dépassement permanent de soi et d'ouverture au risque qu'il recèle, en empêchant, qu'il ne se transforme en démesure, en *hubris*, et en favorisant, au contraire, l'ouverture coopérative à autrui. Elle sait faire place à la diversité des individus, des groupes, des peuples, des États et des nations en s'assurant que la pluralité ne se transforme pas en guerre de tous contre tous. En un mot, il faut faire du conflit une force de vie et non de mort. Et de la rivalité un moyen de la coopération. Une arme de conjuration de la violence destructrice.

Le pari qu'il nous faut tenter désormais est que c'est bien cela qui se cherche depuis le début de l'histoire humaine : un fondement durable, à la fois éthique, économique, écologique et politique à l'existence commune. Jamais vraiment trouvé ou toujours trop vite oublié. Il se cherche dans la référence au sacré, à travers les religions premières comme à travers les grandes religions ou quasi-religions universelles : taoïsme, hindouisme, bouddhisme, confucianisme, judaïsme, christianisme, islam. Il se cherche, encore, dans la référence à la raison, à travers toutes les grandes philosophies ou les morales laïques et humanistes. Il se cherche, enfin, dans la référence à la liberté, à travers les grandes idéologies politiques de la modernité : libéralisme, socialisme, communisme ou anarchisme. Ce qui change à chaque fois, c'est l'accent plus ou moins grand mis sur les obligations ou les espérances imparties respectivement à l'individu (la morale) ou au collectif (le politique), sur le rapport à entretenir à la nature (l'écologie) et à la surnature (religion) ou au bien être matériel (l'économie), selon des échelles spatiales et différentielles différentes. Ce n'est pas la même chose, en effet, d'apprendre à vivre ensemble, en reconnaissant les identités et les différences non meurtrières, à quelques-uns, ou à des millions ou à des milliards.

Chapitre II

Les quatre (plus une) questions de base

Or nous avons besoin désormais, de toute urgence, d'un fond doctrinal minimal partageable qui permette de répondre simultanément, en les posant à l'échelle de la planète, au moins aux quatre questions de base.

Les quatre (plus une) questions de base

- *La question morale* : qu'est-il permis aux individus d'espérer et que doivent-ils s'interdire ?
- *La question politique* : quelles sont les communautés politiques légitimes ?
- *La question écologique* : que nous est-il permis de prendre à la nature et que devons-nous lui rendre ?
- *La question économique* : quelle quantité de richesse matérielle nous est-il permis de produire, et comment, pour rester en accord avec les réponses données aux questions morale, politique et écologique ?
- Libre à chacun d'ajouter à ces quatre questions, ou pas, celle du rapport à la surnature ou à l'invisible : *la question religieuse ou spirituelle*.

Ce qu'il nous faut constater c'est qu'aucune des doctrines héritées, religieuses ou laïques, ne donne de réponse satisfaisante *simultanément* à ces quatre (ou cinq) questions. Et encore moins de réponse satisfaisante à l'échelle et à la mesure des défis planétaires actuels. Les religions, *en tant que telles* peinent à actualiser leur message sur la bonne politique, la bonne économie ou la bonne écologie. À l'inverse, les idéologies politiques modernes – libéralisme, socialisme, communisme ou anarchisme – restent *en tant que telles* trop muettes sur la question morale et sur la question écologique. Toutes, elles ont présupposé que le conflit entre les hommes naît de la rareté matérielle et de la difficulté à satisfaire les besoins matériels. Elles pensent les humains comme des êtres de besoin, et non de désir. Elles ont donc placé leurs espoirs dans la perspective d'une croissance économique infinie, supposée pouvoir amener la paix perpétuelle sur la Terre. Or ce postulat n'est pas (ou plus) tenable. L'aspiration à la croissance matérielle infinie attise autant de conflits entre les humains, ou plus, qu'elle n'en apaise. Et, surtout, elle ne tient pas compte de la finitude désormais évidente de la Planète et de ses ressources naturelles. Qu'elle soit intrinsèquement désirable ou pas, la croissance économique sans limites ne peut pas être la solution pérenne au conflit entre les hommes. Avec un taux de croissance moyen de 3,5 % par an, par exemple, le PIB mondial serait multiplié par 31 en un siècle. Imagine-t-on 31 fois plus de pétrole, d'uranium ou de CO^2 consommés en 2100 qu'aujourd'hui ?

De quelques tâches de la pensée

L'impuissance croissante des partis et des institutions politiques à faire face aux problèmes de notre époque et à gagner, ou même à garder, la confiance du plus grand nombre, s'explique par l'incapacité à reformuler l'idéal démocratique – le seul acceptable parce que le seul à faire droit à l'opposition et au conflit – en rompant avec le double postulat qui régit encore la pensée politique ordinaire. Celle qui inspire la politique de gouvernement, la seule à pouvoir aujourd'hui accéder au pouvoir :

- Le postulat du primat absolu des problèmes économiques sur tous les autres,
- Le postulat de la profusion sans limite des ressources naturelles (ou de leurs substituts techniques).

Aux problèmes d'aujourd'hui et de demain, les institutions politiques sous leurs différentes formes ne savent donc proposer que les réponses d'hier.

La même chose est vraie du monde intellectuel et scientifique, et plus particulièrement du champ des sciences sociales et de la philosophie morale et politique. C'est depuis ce champ, parce que nous en sommes partie prenante et bien placés pour mesurer la faiblesse des outils théoriques qu'il mobilise, que nous prenons la responsabilité de rédiger ce manifeste, en espérant qu'il trouve de l'écho dans les autres champs.

Il est important de comprendre, en effet, que la financiarisation générale du monde et la subordination de toutes les activités humaines à une norme marchande ou quasi-marchande – sous l'égide de ce qu'on appelle généralement le néolibéralisme –, ont été précédées et comme légitimées à l'avance par une sorte de révolution, ou de

contre-révolution qui s'est opérée dans le monde de la pensée économique, politique et sociale. Contre-révolution intellectuelle qui a culminé dans l'idée d'une « Fin de l'Histoire » qui verrait le triomphe planétaire du Marché étendu à toutes les activités humaines et d'un ordre démocratique subordonné à cette seule fin. À partir des années 1970 la science économique, qui avait jusque-là limité ses ambitions à expliquer ce qui se passe sur le marché des biens et services en recourant à la figure de l'*homo œconomicus*, – *i.e.* à l'hypothèse que les êtres humains, dans la sphère du Marché, doivent être considérés *comme s'ils étaient* des individus séparés, mutuellement indifférents, et uniquement soucieux de maximiser leur avantage individuel –, a commencé à étendre la validité potentielle de ses explications à l'intégralité des activités humaines et sociales. Tout, dès lors, devait s'expliquer par des calculs économiques rationnels de rentabilité monétaire ou symbolique. Pour l'essentiel, les autres sciences sociales allaient emboîter le pas des économistes. Quant à la philosophie politique, elle allait s'organiser à titre premier autour de la question de savoir comment définir et faire accepter des normes de justice par des individus « rationnels », *i.e.* mutuellement indifférents.

Dès le début des années 1980, c'est donc une vision tout-économique du monde social et même du monde naturel qui triomphe dans le champ scientifique et philosophique. La porte est dès lors grande ouverte dans le monde anglo-saxon – et tendanciellement dans toujours plus de pays –, à la destruction de toutes les régulations sociales et politiques au profit des seules régulations marchandes. Car si les hommes ne sont que des hommes économiques, quel autre langage pourraient-ils comprendre,

en effet, que celui de l'intérêt individuel, du marchandage, du donnant-donnant et du contrat?

À partir de ce postulat le *neomanagement* se développe et se répand largement dans le monde, y compris dans le secteur public. Si l'on suppose qu'il n'existe aucune « motivation intrinsèque » au travail, que rien n'est fait par sens du devoir, par solidarité ou par goût du travail bien fait et désir de créer, alors il ne reste en effet que les « motivations extrinsèques » à activer, *i.e.* le goût du gain et de la promotion hiérarchique. La *libido dominandi*. *Benchmarking* et *reporting* permanent deviennent alors les outils de base du *lean management* et de la gestion par le stress.

De proche en proche, ce sont tous les secteurs de l'existence, et jusqu'aux affects et aux relations amicales et amoureuses qui se retrouvent de même subordonnées à une logique comptable, technique et gestionnaire.

Plus spécifiquement, si le seul but de l'existence est en dernière instance de gagner le plus d'argent possible, pourquoi ne pas chercher à le faire le plus rapidement possible, grâce à la spéculation financière? La généralisation de la norme marchande allait donc ouvrir progressivement la voie à la norme de la rentabilité spéculative maximale. Et déboucher en 2008 sur la crise des *subprimes*, dont on peut craindre qu'elle ne connaisse des « répliques », bien plus violentes et douloureuses.

Si le premier but légitime assigné aux humains et valorisé socialement, celui qui commande tous les autres, est de s'enrichir le plus possible, il ne faut pas s'étonner que se développe partout dans le monde un climat de corruption de plus en plus étendu à travers une collusion croissante des classes politiques et financières, à la fois cause

et effet de l'universalisation de la normativité spéculative et rentière.

La responsabilité de la science économique standard est d'avoir largement contribué à façonner le monde qu'elle prétendait décrire et expliquer. D'avoir, en effet, contribué à donner toujours plus de réalité à l'*homo œconomicus,* au détriment de toutes les autres composantes de ce qui fait l'humanité. Et de se montrer, du même coup, et bien évidemment, incapable d'imaginer, de remèdes plausibles à la catastrophe qu'elle a contribué à faire naître. À quoi il faut ajouter qu'elle se montre tout aussi incapable de prendre en compte la finitude de la nature puisqu'elle présuppose que les ressources produites par la science et la technique pourront toujours être substituées aux ressources naturelles épuisées ou détruites. Une tâche intellectuelle et théorique prioritaire est donc de remettre l'économie et la science économique à leur place, notamment en réorientant le regard de cette dernière vers des pans entiers de la réalité qu'elle a négligés sciemment ou inconsciemment.

Une autre priorité est aussi d'aider au développement de sciences humaines et sociales et d'une philosophie morale et politique définitivement vaccinées contre le virus du tout-économique. Enfin capables de voir en l'être humain résolument autre chose qu'un simple *homo œconomicus* et de penser ainsi dans toute leur ampleur les problèmes que suscite immanquablement le désir légitime qu'ont tous les sujets d'accéder à une juste reconnaissance. Comment éviter que ces luttes pour la reconnaissance ne se réduisent pas, comme c'est si souvent le cas, à des luttes de pouvoir et à des affrontements narcissiques mettant en péril les enjeux et les causes au nom desquels elles prétendent se déployer ?

Une piste est de poser que le bien-être de tous passe par la construction d'une société du « care » et le développement de politiques publiques valorisant le travail pour autrui et ceux qui pratiquent le soin. Le *care*, le soin, la sollicitude – auxquels les femmes ont été historiquement assignées en priorité – sont l'affaire première des êtres humains parce qu'ils sont la manifestation la plus évidente du fait que nul ne se fait tout seul et que nous sommes tous dépendants les uns des autres. Le *care* et le don sont la traduction en actes, concrète et immédiate, de l'interdépendance générale du genre humain.

Enfin, il nous faudra apprendre à penser une relation plus durable avec la nature mais aussi avec la culture. Et ceci implique de nous extraire résolument du seul horizon de l'instant ou du très court terme et non seulement de nous projeter dans l'avenir mais aussi de nous réapproprier notre passé. Le passé de toute l'humanité dans la diversité si riche de toutes ses traditions culturelles. C'est un nouvel humanisme, radicalisé et étendu, qu'il s'agit d'inventer, et ceci implique le développement de nouvelles humanités.

Chapitre III

Du convivialisme

Convivialisme est le nom donné à tout ce qui dans les doctrines existantes, laïques ou religieuses, concourt à la recherche des principes permettant aux êtres humains à la fois de rivaliser et de coopérer, dans la pleine conscience de la finitude des ressources naturelles et dans le souci partagé du soin du monde. Et de notre appartenance à ce monde. Il n'est pas une nouvelle doctrine qui viendrait se surajouter aux autres en prétendant les annuler ou les dépasser radicalement. Il est le mouvement de leur interrogation réciproque fondée sur le sentiment de l'extrême urgence face à la catastrophe possible. Il entend retenir ce qu'il y a de plus précieux dans chacune des doctrines héritées. Qu'est ce qu'il y a de plus précieux ? Et comment le définir et l'appréhender ? À cette question il n'existe pas et ne peut pas – et ne doit pas – exister de réponse unique et univoque. C'est à chacun d'en décider. Il existe néanmoins un critère décisif de ce que nous pouvons retenir de chaque doctrine dans une perspective d'universalisation (ou de pluriversalisation), sous la double contrainte de l'image de la catastrophe possible et de l'espérance d'un devenir prometteur. Est à retenir à coup sûr de chaque doctrine : ce qui permet de comprendre comment maîtriser le conflit, pour éviter qu'il ne dégénère en violence ;

de coopérer sous contrainte de limitation des ressources ; et ce qui, admettant la plausibilité possible des réponses apportée à cette même question par d'autres doctrines, ouvre au dialogue et à la confrontation.

Ces considérations suffisent à dessiner les contours généraux d'une doctrine universalisable adaptée aux urgences de l'heure et de portée mondiale même si son application concrète sera nécessairement locale et conjoncturelle. Et même s'il est évident qu'il existera autant de variantes, éventuellement conflictuelles, du convivialisme que du bouddhisme, de l'islam, du christianisme, du judaïsme, libéralisme, du socialisme, du communisme etc. Ne serait-ce que parce qu'il n'annule en rien ces derniers.

Considérations générales

La seule politique légitime est celle qui s'inspire d'un principe de commune humanité, de commune socialité, d'individuation et d'opposition maîtrisée.

Principe de commune humanité : par-delà les différences de couleur de peau, de nationalité, de langue, de culture, de religion ou de richesse, de sexe ou d'orientation sexuelle, il n'y a qu'une seule humanité, qui doit être respectée en la personne de chacun de ses membres.

Principe de commune socialité : les êtres humains sont des êtres sociaux pour qui la plus grande richesse est la richesse de leurs rapports sociaux.

Principe d'individuation : dans le respect de ces deux premiers principes, la politique légitime est celle qui

permet à chacun d'affirmer au mieux son individualité singulière en devenir, en développant ses *capabilités*, sa puissance d'être et d'agir sans nuire à celle des autres, dans la perspective d'une *égale liberté*.

Principe d'opposition maîtrisée : parce que chacun a vocation à manifester son individualité singulière il est naturel que les humains puissent s'opposer. Mais il ne leur est légitime de le faire qu'aussi longtemps que cela ne met pas en danger le cadre de commune socialité qui rend cette rivalité féconde et non destructrice. *La politique bonne* est donc elle qui permet aux êtres humains de se différencier en acceptant et en maîtrisant le conflit.

Chapitre IV

Considérations morales, politiques, écologiques et économiques

Détaillons *a minima* ces considérations générales.

Considérations morales

Ce qu'il est permis à chaque individu d'espérer c'est de se voir reconnaître une égale dignité avec tous les autres êtres humains, d'accéder aux conditions matérielles suffisantes pour mener à bien sa conception de la vie bonne, dans le respect des conceptions des autres, et de chercher ainsi à jouir de la reconnaissance par les autres en participant effectivement, s'il le souhaite, à la vie politique et à la prise des décisions qui engagent son avenir et celui de sa communauté.

Ce qui lui est interdit c'est de basculer dans la démesure et dans le désir infantile de toute-puissance (l'*hubris* des Grecs), *i.e.* de violer le principe de commune humanité et de mettre en danger la commune socialité en prétendant appartenir à quelque espèce supérieure ou en s'accaparant et monopolisant une quantité de biens ou un quantum de pouvoir tels que l'existence sociale de tous en soit compromise.

Concrètement, le devoir de chacun est de lutter contre la corruption. Passivement, cela implique de refuser, dans sa vie, dans son travail ou dans ses activités, de faire contre de l'argent (ou du pouvoir, ou du prestige institutionnel) ce que la conscience réprouve. De se laisser détourner ainsi de ce qu'on croit juste et intrinsèquement désirable. Activement, cela implique de lutter contre la corruption chez les autres. À proportion des moyens et du courage dont on dispose.

Considérations politiques

Il est illusoire d'attendre dans un avenir prévisible la constitution d'*un* État mondial. La forme d'organisation politique dominante restera donc pour une longue période celle *des* États – qu'ils soient nationaux, pluri-nationaux, pré ou post-nationaux – même si de nouvelles formes politiques se cherchent, en Europe notamment, et même s'il existe bien d'autres modes d'action politique, notamment via les associations et les ONG. Dans la perspective convivialiste, un État ou un gouvernement, ou une institution politique nouvelle, ne peuvent être tenus pour légitimes que si :

- Ils respectent les quatre principes, de commune humanité, de commune socialité, d'individuation et d'opposition maîtrisée, et que s'ils facilitent la mise en œuvre des considérations morales, écologiques et économiques qui en découlent ;
- Ces principes s'inscrivent dans le cadre d'une universalisation, des droits, civils et politiques, mais aussi économiques, sociaux, culturels, environnementaux. Ils

renouent en l'élargissant avec l'esprit de la déclaration de Philadelphie (redéfinissant en 1944 les buts de l'Organisation Internationale du Travail) qui stipulait en son article II que « tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ». La politique bonne est une politique de la dignité.

Plus spécifiquement, les États légitimes garantissent à tous leurs citoyens les plus pauvres un minimum de ressources, un *revenu de base*, quelle que soit sa forme, qui les tienne à l'abri de l'abjection de la misère, et interdisent progressivement aux plus riches, *via* l'instauration *d'un revenu maximum*, de basculer dans l'abjection de l'extrême richesse en dépassant un niveau qui rendrait inopérants les principes de commune humanité et de commune socialité. Ce niveau peut être relativement élevé, mais pas au-delà de ce qu'implique le sens de la décence commune *(common decency)*.

- Ils veillent au bon équilibre entre biens et intérêts privés, communs, collectifs et publics ;
- Ils favorisent, en amont et en aval de l'État et du Marché, la multiplication des activités communes et associatives, constitutives d'une société civile mondiale où le principe d'auto-gouvernement retrouverait ses droits dans une pluralité d'espaces d'engagements civiques, en deçà et au-delà des États et des nations.
- Ils reconnaissent dans les multiples réseaux numériques, dont l'Internet est l'un des principaux mais non le seul, un puissant outil de démocratisation de la société

et d'invention de solutions que ni le Marché, ni l'État n'ont été capables de produire. Les traitant comme des communs, ils les favorisent par une politique d'ouverture, d'accès gratuit, de neutralité et de partage.

- Mettant en œuvre une politique de préservation des biens communs qui existent dans les sociétés traditionnelles, d'encouragement à l'émergence, à la consolidation et à l'élargissement des nouveaux biens communs de l'humanité, ils renouvellent profondément le vieil héritage des services publics.

Considérations écologiques

Les humains ne peuvent peut plus se considérer comme possesseurs et maîtres de la Nature. Posant que loin de s'y opposer ils en font partie, ils doivent retrouver avec elle, au moins métaphoriquement, une relation de don/contre-don. Pour permettre une justice écologique au présent et pour laisser aux générations futures un patrimoine naturel préservé, ils doivent donc rendre à la Nature autant ou plus qu'ils ne lui prennent ou en reçoivent.

- Le niveau de prospérité matérielle universalisable à l'échelle planétaire est approximativement celui que connaissaient en moyenne les pays les plus riches vers 1970 à la condition qu'on l'obtienne avec les techniques productives d'aujourd'hui. Comme il ne peut pas être demandé le même effort écologique aux pays qui ont le plus prélevé sur la Nature depuis des siècles et à ceux qui commencent seulement à le faire, aux plus riches et aux plus pauvres, il appartient aux pays les plus opulents de faire en sorte que leurs prélèvements sur la Nature soient en diminution régulière par rapport aux standards

des années 1970. S'ils veulent préserver leur qualité de vie actuelle c'est en priorité à cet objectif que doit être consacré le progrès des techniques de manière à réduire significativement les consommations prédatrices.

- La priorité absolue est la diminution des émissions de CO_2 et le recours prioritaire aux énergies renouvelables alternatives au nucléaire et aux énergies fossiles.

- La relation de don/contre-don et d'interdépendance doit notamment s'exercer envers les animaux qu'il faut cesser de considérer comme du matériau industriel. Et, plus généralement, avec la Terre.

Considérations économiques

Il n'y a pas de corrélation avérée entre richesse monétaire ou matérielle, d'une part, et bonheur ou bien-être, de l'autre. L'état écologique de la planète rend nécessaire de rechercher toutes les formes possibles d'une prospérité sans croissance. Il est nécessaire pour cela, dans une visée d'économie plurielle, d'instaurer un équilibre entre Marché, économie publique et économie de type associatif (sociale et solidaire), selon que les biens ou les services à produire sont individuels, collectifs ou communs.

- Le marché et la recherche d'une rentabilité monétaire sont pleinement légitimes dès lors qu'ils respectent – notamment via les droits (sociaux et) syndicaux – les postulats de commune humanité et de commune socialité, et qu'ils sont en cohérence avec les considérations écologiques précédentes.

- La priorité est de lutter contre les dérives rentières et spéculatives de l'économie financière qui sont la principale cause de la démesure capitaliste. Ceci implique

d'empêcher le décrochage entre économie réelle et économie financière en régulant étroitement l'activité bancaire et les marchés financiers et de matières premières, en limitant la taille des banques et en mettant fin aux paradis fiscaux

- Ainsi sera rendu possible le développement effectif de toutes les richesses humaines, qui sont bien loin de se réduire à la seule richesse économique, matérielle ou monétaire : le sens du devoir accompli, de la solidarité ou du jeu ; toutes les formes de la créativité, artistique, technique, scientifique, littéraire, théorique, sportive etc. En un mot, toute la richesse inhérente à une forme ou une autre de gratuité ou de créativité et à la relation aux autres.

Chapitre V

Et plus concrètement ?

Édifier une société conviviale universalisable, qui vise à assurer à tous une prospérité et un bien-être suffisants sans les attendre d'une forte croissance perpétuelle, devenue introuvable et dangereuse, et, pour cela, lutter contre toutes les formes d'illimitation et de démesure, l'enjeu est considérable. Et la tâche ardue et périlleuse. Il ne faut pas se dissimuler qu'il faudra pour réussir affronter des puissances énormes et redoutables, tant financières que matérielles, techniques, scientifiques ou intellectuelles autant que militaires ou criminelles.

Que faire ?

Contre ces puissances colossales et souvent invisibles ou illocalisables, les trois armes principales seront :

- *L'indignation* ressentie face à la démesure et à la corruption, et *la honte* qu'il est nécessaire de faire ressentir à ceux qui directement ou indirectement, activement ou passivement, violent les principes de commune humanité et de commune socialité.

- *Le sentiment d'appartenir à une communauté humaine mondiale*. D'être des millions, des dizaines et des

millions, voire des milliards d'individus, de tous pays, de toutes langues, de toutes cultures et religions, de toutes conditions sociales, à participer au même combat pour un monde pleinement humanisé. Il faudra pour cela qu'ils puissent partager un symbole commun qui les désigne comme luttant contre la corruption et l'illimitation.

- Bien au-delà des « choix rationnels » des uns et des autres, *la mobilisation des affects et des passions*. Rien ne se fait sans eux. Le pire comme le meilleur. Le pire, c'est l'appel au meurtre, qui nourrit les passions totalitaires, sectaires et intégristes. Le meilleur, c'est le désir d'édifier à l'échelle planétaire des sociétés effectivement démocratiques, civilisées et convivialistes.

- Sur ces bases-là il sera possible à ceux qui se reconnaissent dans les principes du convivialisme d'influer radicalement sur les jeux politiques institués et de déployer toute leur créativité pour inventer d'autres manières de vivre, de produire, de jouer, d'aimer, de penser et d'enseigner. Convivialement. En rivalisant sans se haïr et se détruire. Dans une perspective à la fois de reterritorialisation et de relocalisation, et d'ouverture à la société civile mondiale associationniste. Celle-ci est d'ores et déjà en train de s'édifier sous de multiples formes, et notamment à travers les multiples facettes de l'économie sociale et solidaire, via toutes les modalités de la démocratie participative, et dans l'expérience des forums sociaux mondiaux.

- Internet, les nouvelles technologies et la science, seront au service de l'édification de cette société civile à la fois locale et mondiale. À la fois puissamment enracinée et ouverte à l'altérité. Ainsi se dessine un nouveau Progressisme, débarrassé de tout économisme comme de tout

scientisme, et de l'identification mécanique du plus ou du nouveau au mieux.

- Peut-être, pour symboliser et incarner l'unité du convivialisme, pour confronter les points de vue et proposer des solutions convivialistes avec une autorité et un retentissement médiatique suffisants aux multiples questions urgentes à trancher, serait-il judicieux de créer une esquisse d'Assemblée Mondiale comprenant des représentants de la société civile mondiale associationniste, de la philosophie, des sciences humaines et sociales et des différents courants éthiques, spirituels et religieux qui se reconnaissent dans les principes du convivialisme.

Rupture et transition

Le plus difficile, pour rendre possible l'énorme basculement de l'opinion publique mondiale qui est indispensable pour dévier de la trajectoire qui mène au chaos et à la catastrophe probables, ou en tout cas possibles, est de proposer un ensemble de mesures politique, économiques et sociales qui permettent au plus grand nombre de mesurer ce qu'il a à gagner à une nouvelle donne (un *New Deal)* convivialiste, pas seulement à moyen ou long terme, mais immédiatement. Dès demain. À cette question il ne peut pas y avoir de réponse absolument générale. Trop de choses dépendent du contexte spécifique, historique, géographique, culturel, politique etc. propre à chaque pays, région ou ensemble suprarégional ou supranational. Mais toute politique convivialiste concrète et appliquée devra nécessairement prendre en compte :

- l'impératif de la justice et de la commune socialité, qui implique la résorption des inégalités vertigineuses qui

ont explosé partout dans le monde entre les plus riches et le reste de la population depuis les années 1970, et l'instauration conjuguée d'un revenu minimum et d'un revenu maximum, à un rythme plus ou moins rapide selon les circonstances locales.

- Le souci de donner vie aux territoires et aux localités, et donc de reterritorialiser et de relocaliser ce que la mondialisation a trop externalisé. Il ne peut exister de convivialisme que dans l'ouverture aux autres, assurément, mais aussi dans un entre soi suffisamment solide pour être source de confiance et de chaleur.

- L'absolue nécessité de préserver l'environnement et les ressources naturelles ; y répondre ne doit pas être vu comme une charge ou un fardeau supplémentaires mais, au contraire, comme une formidable opportunité d'inventer de nouveaux modes de vie, de trouver de nouvelles sources de créativité et de redynamiser les territoires.

- L'obligation impérieuse de faire disparaître le chômage et d'offrir à chacun une fonction et un rôle reconnus dans des activités utiles à la société. Le développement de politiques de reterritorialisation et de lutte contre les défis environnementaux y contribuera fortement. Mais cette politique de redistribution des emplois ne pourra prendre toute son ampleur et avoir d'effets puissamment significatifs qu'en se combinant avec des mesures de diminution du temps de travail et avec un fort encouragement à l'expansion de l'économie associationniste (sociale et solidaire).

En Europe, une fragilité supplémentaire à celle que connaissant les autres régions du monde s'est instaurée en raison de l'accélération inconsidérée d'une intégration économique et monétaire qui ne s'est assortie d'aucune intégration politique et sociale. Cette désynchronisation

aboutit à laisser nombre de pays de l'ensemble européen dans un état d'impuissance et de détresse insupportable. Quelque solution qui soit adoptée, elle devra absolument viser à conjuguer à nouveau, sous une forme ou sous une autre : souveraineté monétaire, souveraineté politique et souveraineté sociale.

La traduction du convivialisme en réponses concrètes doit articuler, en situation, les réponses à l'urgence d'améliorer les conditions de vie des couches populaires, et celle de bâtir une alternative au mode d'existence actuel, si lourd de menaces multiples. Une alternative qui cessera de vouloir croire ou de vouloir faire croire que la croissance économique à l'infini pourrait être encore la réponse à tous nos maux.

Table des matières

Introduction 7
Les menaces présentes 8
Les promesses du présent 9

Chapitre I
Le défi central 11
La mère de toutes les menaces 12
Les réponses existantes 12

Chapitre II
Les quatre (plus une) questions de base 17
Les quatre (plus une) questions de base 17
De quelques tâches de la pensée 19

Chapitre III
Du convivialisme 25
Considérations générales 26

Chapitre IV
Considérations morales, politiques, écologiques et économiques 29
Considérations morales 29
Considérations politiques 30
Considérations écologiques 32
Considérations économiques 33

Chapitre V
Et plus concrètement ? 35
Que faire ? 35
Rupture et transition 37

Composition : Le Bord de L'eau éditions,

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer
pour le compte des éditions Le Bord de L'eau par Pulsio (Paris)

Dépôt légal : juin 2013
Imprimé en Europe